



MEDIAPART

Proche et Moyen-Orient

La Cisjordanie, terrain de tous les dangers pour les journalistes palestiniens, mais aussi étrangers

Les récentes entraves des autorités israéliennes au travail des reporters étrangers en Palestine risquent d'esseuler les journalistes palestiniens face à la responsabilité d'informer sur les violations du droit international dans les territoires occupés, les exposant ainsi toujours plus à la répression féroce d'Israël.

Yunnes Abzouz et Gwenaëlle Lenoir

23 juillet 2026 à 07h35

Et si, en matière de black-out médiatique, Gaza avait servi de laboratoire à des pratiques qu'Israël compte désormais répliquer en Cisjordanie ? Entre les agressions, souvent impunies, de journalistes par des colons, l'accès de plus en plus restreint au terrain et les arrestations arbitraires de reporters, la couverture par la presse de l'occupation israélienne en Cisjordanie n'a jamais été autant entravée.

« C'est l'aboutissement d'un processus démarré bien avant le 7-October, qui s'est amplifié avec l'interdiction d'entrée à Gaza et qui se poursuit au travers de l'impossibilité d'accéder à certaines zones de la Cisjordanie », s'accordent à relever une dizaine de journalistes, palestiniens et étrangers et étrangères, et d'observateurs de la liberté de la presse dans la région, tous et toutes interrogés par Mediapart.

La volonté de l'État hébreu de resserrer l'étau autour de la presse internationale s'est encore vérifiée le 11 juin 2026, avec l'expulsion par les autorités israéliennes de la reporter française Alice Froussard, quelques heures après son arrivée à l'aéroport Ben-Gourion de Tel-Aviv.



Une fresque murale dédiée à la journaliste palestinienne Shireen Abu Akleh, abattue alors qu'elle couvrait un raid militaire israélien le 11 mai 2022 en Cisjordanie. © Photo Frederic Munsch / SIPA

Lorsqu'elle se présente la veille aux douanes israéliennes, la journaliste de Radio France internationale (RFI) est en possession de l'ensemble des documents administratifs requis, un visa et un ordre de mission officiel de la station publique.

Elle est pourtant appréhendée par les autorités locales puis conduite en interrogatoire. Pendant une vingtaine de minutes, peu de questions lui sont posées, des reproches lui sont surtout adressés sur son travail journalistique, accusé d'être systématiquement défavorable à Israël.

Jusqu'ici, rien de franchement inhabituel, pense Claire Duhamel, correspondante de France 24 à Jérusalem, qui voyage avec elle. « Ça lui est déjà arrivé plusieurs fois, ce type d'interrogatoire dure généralement beaucoup plus longtemps. À ce moment-là, on se dit qu'un coup de fil de l'ambassade de France peut rapidement arranger la situation », explique-t-elle.

Des motifs politiques pour justifier l'expulsion

Le passeport d'Alice Froussard lui est confisqué et elle est contrainte de passer la nuit dans le terminal de l'aéroport de Tel-Aviv, sans pouvoir en sortir. Le lendemain, vers 9 heures du matin, les agents de contrôle israéliens lui indiquent qu'elle doit monter dans un avion, direction la France.

Dans l'avis « visant à empêcher l'entrée en Israël d'Alice

Froussard », signé de la main du directeur général du ministère de la diaspora et de la lutte contre l'antisémitisme, et que *Mediapart* a consulté, seuls des motifs politiques sont avancés pour justifier l'expulsion de la journaliste.

Il lui est notamment reproché d'avoir qualifié de « *draconiennes* » des lois adoptées par le Parlement israélien visant à autoriser l'expulsion de familles palestiniennes accusées de lien avec le terrorisme, et d'avoir affirmé que « *le système judiciaire israélien était à deux vitesses et constituait un exemple d'apartheid* ». Un constat pourtant largement partagé et documenté par la presse internationale et les organisations de défense des droits humains.

Les autorités israéliennes adressent aussi à Alice Froussard des réprimandes pour avoir qualifié de « *massacre les opérations menées à Gaza* » et appelé à garder en tête que la violence dans la région n'avait pas commencé le 7 octobre 2023.

À l'appui de ces reproches, les autorités israéliennes fournissent des captures d'écran de posts sur les réseaux sociaux de la journaliste ou d'articles, dont l'un publié par *Mediapart* en juillet 2024 – Alice Froussard collabore avec notre journal et a écrit plusieurs articles sur la situation en Palestine –, titré « Sur la "route de l'apartheid" : en Cisjordanie, la ségrégation à grande vitesse ».

En somme, donc, c'est bien la pratique d'un journalisme, certes critique mais parfaitement factuel, qui a servi de base légale à l'expulsion de la reporter. Selon nos informations, Alice Froussard a fait appel de la décision d'interdiction d'entrée sur le territoire israélien et est aidée dans ses démarches par l'avocat de RFI.

La direction de la station publique a par ailleurs dénoncé dans un communiqué « *le refoulement de la journaliste Alice Froussard à son arrivée en Israël* », qui intervient « *dans un contexte de difficultés croissantes rencontrées par les journalistes pour couvrir l'actualité de la région* ».

Comme l'indique le Comité pour la protection des journalistes (CPI), à l'instar de la reporter française, six journalistes étrangères et étrangers se sont vu interdire l'entrée en Israël ou dans les territoires palestiniens au

cours de l'année écoulée.

Dans la majorité des cas, les autorités israéliennes ont invoqué des motifs liés à leur travail journalistique, particulièrement l'emploi des termes « *apartheid* » ou « *génocide* » pour décrire la politique israélienne à Gaza ou en Cisjordanie.

Des violences physiques de plus en plus courantes

Les entraves au journalisme ne s'arrêtent pas au seuil des aéroports israéliens. Les journalistes étrangers et étrangères encore autorisé·es à se rendre dans les territoires palestiniens sont de plus en plus confronté·es à des violences physiques, jusqu'ici réservées essentiellement aux journalistes palestinien·nes.

En mars 2026, une équipe de la chaîne américaine CNN a été agressée près du village de Tayasir, dans le nord-est de la Cisjordanie, puis brièvement détenue par l'armée israélienne.

« Chacun en vient à compter le nombre d'articles négatifs sur Israël qu'il a pu écrire et à se demander s'il ne risque pas de perdre son visa à son tour. »

Une correspondante occidentale

Les journalistes couvraient les attaques de colons israéliens et l'établissement d'un nouvel avant-poste illégal, lorsque des soldats les ont pris pour cible, pointant leurs fusils sur eux et menaçant de confisquer leur caméra. Un soldat s'est ensuite approché par derrière du photojournaliste de CNN Cyril Theophilos, avant de l'étrangler et de le jeter au sol.

« *Les deux heures de détention que nous avons passé ont mis en lumière l'idéologie colonisatrice qui motive nombre de soldats opérant en Cisjordanie occupée, ainsi que la manière dont ils agissent fréquemment au service du mouvement de colonisation* », ont commenté les reporters de CNN.

L'armée israélienne a confirmé le 13 juillet qu'au terme de l'enquête menée par la police militaire, aucune poursuite pénale ne serait engagée contre le soldat auteur de l'agression sur le photojournaliste de CNN. Celui-ci écope simplement d'un blâme.

« Ce qui est arrivé à Alice Froussard pourrait arriver à n'importe quel journaliste étranger qui travaille ici depuis longtemps et qui est perçu comme ayant une couverture défavorable à Israël », juge Claire Duhamel. Une autre journaliste occidentale abonde : « Chacun en vient à compter le nombre d'articles négatifs sur Israël qu'il a pu écrire et à se demander s'il ne risque pas de perdre son visa à son tour. »

Surtout, les entraves à la presse internationale en Cisjordanie risquent de conduire, pour les journalistes palestinien·nes, à la même situation qu'à Gaza : plus elles et ils porteront sur leurs seules épaules la responsabilité d'informer le monde sur les violations du droit international dans ces territoires, plus elles et ils seront exposé·es à la répression féroce et sans retenue des autorités israéliennes, qui ont beaucoup moins d'états d'âme à entraver, emprisonner ou tuer les reporters quand elles et ils sont palestinien·nes ou arabes.

Ces mêmes reporters ont déjà payé un lourd tribut à la guerre tout-terrain que mène Israël contre la liberté d'informer dans la région. Pour rappel, plus de 250 journalistes, très majoritairement palestinien·nes, mais aussi libanais·es, ont été tué·es par Israël depuis le 7 octobre 2023.



Des journalistes palestiniens se rassemblent autour de cercueils symboliques et de portraits de professionnel·les des médias tué·es par des tirs israéliens, à Ramallah, en Cisjordanie occupée, le 8 octobre 2025. © Photo Zain Jaafar / AFP

Arrestations arbitraires et difficultés d'accès au terrain

« Il a toujours été très difficile de couvrir l'actualité en Cisjordanie et à Gaza, mais la situation s'est nettement aggravée depuis le 7-Octobre », estime Shuruq As'ad,

journaliste palestinienne depuis plus trente ans, établie entre Jérusalem et Ramallah. Elle cite en premier lieu les difficultés à se déplacer et à accéder au terrain.

En effet, plus de mille checkpoints coupent et encerclent toutes les villes et villages de Cisjordanie, allongeant considérablement les temps de trajet. « Nous passons beaucoup de temps à courir d'un endroit à un autre pour savoir quel poste de contrôle est ouvert, lequel est fermé », témoigne-t-elle.

« Maintenant, il faut tout un réseau pour réaliser un reportage et nous informer sur l'état des routes, explique une autre reporter. On ne peut plus simplement grimper dans une voiture et partir à l'aventure. »

La situation est encore aggravée par l'arbitraire dont usent les autorités israéliennes pour interdire l'accès des journalistes à certains territoires en les déclarant « zones militaires ». Certains camps de réfugié·es, comme ceux de Jénine, de Naplouse ou de Tulkarem, sont devenus complètement inaccessibles.

« Des journalistes documentent parfois les attaques de colons et se retrouvent du jour au lendemain dans des zones déclarées comme militaires. Ils peuvent alors être arrêtés et détenus par les autorités israéliennes, même s'ils montrent une carte de presse », indique Jonathan Dagher, responsable du bureau Moyen-Orient de Reporters sans frontières (RSF).

D'ailleurs, bien loin de garantir leurs libertés de mouvement et d'expression, la carte de presse semble être devenue un prétexte pour traiter encore plus durement ses détenteurs et détentrices.

« Lors des contrôles, dès que vous dites aux soldats israéliens que vous êtes journaliste, ils réagissent avec brutalité, comme s'il y avait une consigne de traiter les journalistes différemment, comme si nous étions des cibles à leurs yeux », détaille Shuruq As'ad, également membre du Syndicat des journalistes palestiniens.

La journaliste raconte avoir à plusieurs reprises été menacée d'arrestation par des soldat·es qui l'accusaient de répandre des mensonges sur Israël et de contribuer à la mauvaise image du pays dans le monde. Selon RSF, une vingtaine de journalistes croupissent actuellement

dans les geôles israéliennes en raison de leur travail, parfois sans avoir eu droit à un procès.

« Nous sommes pétrifiés à l'idée que des soldats toquent un jour à notre porte et m'arrêtent sans raison, devant mon fils, confie Shuruq As'ad. Et nous savons que les choses vont devenir plus difficiles puisqu'il y a quelques jours, des colons se sont approchés de chez moi, à une trentaine de mètres de ma maison, et ils ont posé des blocs. Nous avons l'impression d'être dans un no man's land. Pas de loi, pas de droits humains, pas de protection, et personne n'a à rendre de comptes. »

Traitements inhumains et dégradants

Pour Tasnim*, la crainte de l'arrestation s'est finalement matérialisée. À l'été 2024, elle est placée en détention après avoir été convoquée à un interrogatoire qui a duré soixante-douze heures dans la colonie d'Ariel. Elle apprend ensuite qu'elle est condamnée à six mois de prison, avant d'être finalement libérée à la fin de la même année.

L'État israélien l'accuse d'« incitation à la haine sur les réseaux sociaux » et de soutien à des organisations terroristes pour avoir publié des photos de son frère, tué par des tirs de l'armée israélienne.

Durant sa détention, elle est soumise à des traitements inhumains et dégradants. « Lors de ma première nuit en prison, j'ai été placée dans une cellule minuscule, infestée d'insectes et équipée de caméras de surveillance. Des cafards rampaient sur mon corps. Je ne supportais pas l'odeur de la pièce », se souvient Tasnim.

Elle raconte aussi avoir été menottée et battue pendant les descentes dans sa cellule et soumise à plusieurs reprises à des fouilles à nu humiliantes. « On me menaçait de faire appel à des agents pénitentiaires masculins si je les refusais. »

Plusieurs de ses codétenues souffraient également de maladies chroniques respiratoires et étaient gravement affectées lorsque les agent·es de la prison pulvérisaient du gaz lacrymogène dans les cellules. « Nous vivions dans un état constant de peur et de vigilance. Les femmes soldates mangeaient de la glace et du chocolat devant nous pour nous provoquer », détaille-t-elle.

Durant son incarcération, Tasnim a perdu 28 kilos du fait du manque de nourriture et de la pauvreté nutritionnelle de celle qui lui était fournie. Désormais libre, elle vit avec la crainte permanente d'être de nouveau arrêtée, sa condamnation ayant été assortie d'une peine de cinq ans de prison avec sursis.

« Je n'avais auparavant jamais observé de Palestiniens réticents à raconter leurs histoires, ça a été le plus grand choc pour moi. »

Une journaliste palestinienne

Les sources des journalistes ne sont pas davantage épargné·es. Plusieurs reporters palestinien·nes rapportent que des commerçant·es ayant témoigné auprès de médias locaux ou internationaux ont reçu des amendes et été menacés de représailles si elles ou ils s'exprimaient de nouveau devant la presse.

« Les autorités essayent de faire en sorte que nous devenions synonymes de problèmes pour la population palestinienne », témoigne un journaliste ayant requis l'anonymat.

« Je n'avais auparavant jamais observé de Palestiniens réticents à raconter leurs histoires, ça a été le plus grand choc pour moi », atteste une journaliste palestinienne, trente-cinq ans de métier derrière elle et travaillant pour une grande chaîne de télévision arabe. Après deux ans d'absence passés dans un autre pays de la région, elle est revenue en Cisjordanie en décembre 2025.

Selon elle, la toute-puissance des colons, soutenus par l'armée et assurés de leur impunité, rend le travail de journaliste particulièrement dangereux. « Je ne me souviens pas d'avoir jamais eu l'impression que ma vie dépendait d'un seul geste, d'un seul colon qui n'attend que de tirer et qui sait que peu importe ce qu'il fait, il a la loi de son côté. »

Yunnes Abzouz et Gwenaëlle Lenoir

Boîte noire

* Le prénom a été modifié à la demande de la personne interrogée pour préserver son anonymat et la protéger

d'éventuelles représailles de la part des autorités
israéliennes.

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart - 127 avenue Ledru-Rollin, 75011 Paris.
RCS Paris 500 631 932. Numéro de CPPAP : 1224Y90071 - Directeur de la publication : Carine Fouteau